



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination et du Soutien  
Interministériels  
Pôle de l'environnement  
Installations Classées pour la Protection de  
l'Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire  
n° A6205 du 4 juin 2020  
portant sur la prolongation d'autorisation  
d'exploitation de l'installation de stockage de  
déchets non dangereux (ISDND) par la société  
COLAS CENTRE OUEST au lieu-dit « Les  
Plantons » à Borcq sur Airvault, sur la commune  
d'Airvault

Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V , et les articles R.181-45 et R.181-46 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 5 février 2008 autorisant la société COLAS Centre Ouest à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit «Les Plantons »à Borcq sur Airvault, commune d'Airvault ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°5711 du 18 novembre 2015 portant sur les modifications apportées à l'autorisation initiale relative à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes et d'amiante liée à des matériaux inertes par la société COLAS CENTRE OUEST sur la commune de BORCQ SUR AIRVAULT, commune associée d'AIRVAULT ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°A5995 du 20 juillet 2018 portant sur la prolongation d'autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes par la société COLAS CENTRE OUEST sur la commune de BORCQ SUR AIRVAULT, commune associée d'AIRVAULT ;

**VU** le récépissé n° 2516/2005 délivré le 7 novembre 2005 pour l'installation mobile de concassage/criblage de produits minéraux solides et d'une station de transit de produits minéraux solides sur le site précité ;

**VU** le récépissé n° 2774/2011 délivré le 15 mars 2011 pour l'installation d'enrobage à froid à ladite adresse ;

**VU** le courrier préfectoral n° 5405 du 12 décembre 2013 prenant acte de la déclaration du bénéficiaire de l'antériorité des droits acquis, pour l'installation de stockage de déchets inertes et d'amiante lié à des matériaux inertes, et faisant passer ce site sous le régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE ;

**VU** la demande en date du 29 avril 2020, présentée par la société COLAS CENTRE OUEST, en vue d'obtenir la prolongation de 4 mois supplémentaire de l'exploitation du casier n°3 relative au stockage d'amiante liée, située au lieu dit « les plantons » à BORCQ-SUR-AIRVAULT, justifié par le retard d'exploitation et de travaux de couverture du fait des dispositions liées au COVID-19 ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 19 mai 2020 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis à la société COLAS CENTRE OUEST, en application de l'article R181-45 du Code de l'Environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;

**VU** la réponse de l'exploitant reçue le 2 juin 2020 ;

**CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par les mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentées par les installations ;

**CONSIDERANT** que les modifications demandées ne sont pas considérées comme substantielles au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2008 modifié et d'actualiser les prescriptions ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le premier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2008 est remplacé par le suivant :

« L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) est autorisée jusqu'au 05 octobre 2020, date de la mise en place du suivi post-exploitation. »

L'article 1 de l'arrêté complémentaire n°A5995 du 20 juillet 2018 est abrogé.

### **Article 2 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative auprès du tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86 020 Poitiers Cedex), ou sur l'application internet Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans les délais prévus à l'article R181-50 du même code :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois, à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :
- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

### **Article 3 : PUBLICATION**

En vue de l'information des tiers :

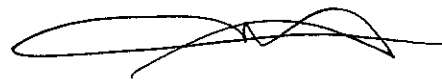
- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Airvault et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;
- 3°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 : EXECUTION**

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de Parthenay, le maire d'Airvault et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SAS COLAS CENTRE OUEST.

Niort, le 4 juin 2020

Pour le Préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture



Anne BARETAUD

